

Free the Warsaw Three

Fanzine a propos de les anarchistes arrêtés à Varsovie

Août 2016, resiste.squat.net

3 anarchistes accusés de tentative de l'incendie volontaire d'une voiture de police - Varsovie

Ils se trouvent en prison préventive dans l'attente de leur procès pour une durée de trois à six mois, et risquent jusqu'à 8 ans de prison ferme. Les camarades nient leur implication dans cette affaire; l'un d'eux a été sérieusement passé à tabac par les forces de police.

L'État polonais a parlé de terroristes -comme on pouvait s'y attendre de la part de dispositifs autoritaires cherchant à maintenir leur pouvoir- et à soumis nos camarades à un lynchage public par les médias, et à profité du climat de peur crée pour faire passer une nouvelle loi anti-terroriste, avec comme finalité une augmentation de la répression et de la surveillance.

Cette affaire a éclaté tout à fait par hasard quelques jours avant que ne soit débattue cette nouvelle loi baptisée loi anti-terroriste. La loi ne prévoit ni plus ni moins que le contrôle total et la surveillance généralisée de la société.

Dans leur tentative d'imposer la doctrine de "l'ordre et de la sécurité", la police a occupé deux fois déjà les Rodykalne Ogrody Działkowe (ROD – Radical Allotment Gardens/Les jardins ouvriers radicaux) le 23 mai et le 2 juin, fouillé l'endroit, perquisitionné le logement de plusieurs camarades, contrôlé les identités des personnes présentes.

Le projet de loi anti-terroriste polonaise a été publié par le ministère de l'intérieur et de l'administration le 21 avril 2016. La loi contient des mesures qui ne sont solubles ni dans la constitution polonaise ni dans la convention européenne des droits de l'homme. En effet, la discrimination des étrangers (inclus les autres nationalités de l'Union européenne) constitue la pierre angulaire du projet. Sans prêter attention aux critiques aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, le gouvernement avait prévu de faire passer la loi en force le 1 juin 2016. Finalement le gouvernement l'a fait passer de manière forcée le 10 juin 2016.

Le gouvernement polonais soutient que cette nouvelle loi anti-terroriste est nécessaire pour améliorer la coordination des agence de renseignements et préparer de potentiels accords dans le cadre du sommet de l'OTAN (juillet 2016) et les journées mondiales de la jeunesse (juin 2016). Si la nécessité d'amélioration des services de renseignements, la bonne coordination entre les différentes agences et la mise en place de mécanismes efficaces dans ce but paraissent raisonnable, la loi va beaucoup plus loin en terme de réductions des droits fondamentaux, et particulièrement lorsque l'on parle de réduire ces droits pour les étrangers résidents ou de passage dans le pays. Le gouvernement peine a expliquer comment de telles mesures -qui ciblent non seulement des terroristes potentiels mais tous les étrangers ou utilisateurs de certaines technologies- sont supposées améliorer la sécurité publique.

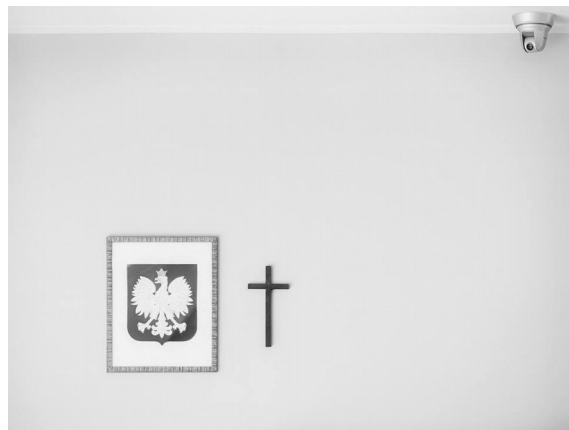


La nouvelle loi anti-terroriste incluse:

1. Limitation du droit de réunion:

Du fait de la définition peu claire de l'acte terroriste ou de la menace terroriste, elle va permettre de mettre en place des procédures spéciales dans tout le pays, le gouvernement y gagne un outil puissant pour contrôler les protestations publiques. Par exemple, en 2012, certains sites web gouvernementaux avaient été piratés dans le cadre de mobilisations contre l'ACTA, ce qui peut constituer un acte illégal contre la sécurité publique. La

nouvelle loi anti-terroriste considère désormais cette forme de protestation sociale et citoyenne comme un acte de terreur et si elle avait été disponible à ce moment là, il aurait été possible d'interdire toute protestation.



2. Limitation de la liberté des télécommunications

La loi prévoit l'obligation d'associer toutes les cartes de téléphonie mobile pré-payées (avec une pièce d'identité). Cette mesure sera peut efficace dans la lutte contre les actions criminelles, car il est facile pour une personne déterminée de contourner l'obligation (et en particulier en venant de l'étranger). Par contre cette mesure limite le droit des journalistes qui veulent protéger leur sources, ou les citoyens, qui ont des raisons légitimes de protéger leur vie privée.

3. Accès illimité aux bases de données publiques pour les agences de sécurité intérieure

Dans le cadre de la loi, les agences de sécurité intérieure gagnent un droit illimité d'accès aux bases de données des agences publiques, des registres municipaux ou des fichiers d'empreintes de la police, sans aucun dispositif de contrôle.

4. Tous les étrangers deviennent suspects

Le régime actuel de protection des libertés dont bénéficient les étrangers soumis aux lois polonaises sont considérablement revus à la baisse. Leur téléphone peut être mis sur écoute sans même la décision d'un juge et la police peut effectuer une vérification d'identité par prise d'empreinte à tout moment. Dans un pays relativement homogène au niveau ethnique comme la Pologne, cela crée un grand risque de discrimination au faciès, de discrimination basée sur la nationalité ou l'appartenance ethnique. Même si ces mesures semblent cibler les étrangers, tout le monde sera touché car toute communication avec une personne suspecte vous met au même niveau zéro de libertés que celle-ci.



RESIST

5. Internet peut être bloqué sur demande des services de sécurité intérieure

Il est prévu de pouvoir bloquer immédiatement l'accès à internet sur demande du chef des services de sécurité intérieure. C'est seulement après 5 jours, qu'une cour est sensé vérifier si le blocage reste ou bien était justifié. Des personnes qui cherchent des instructions sur comment créer du matériel explosif (souvent bien difficiles à trouver pour le grand public) les trouveront de toute façon, et le fait des outils pour filtrer ce type de contenu pourra être -et sera probablement- utiliser pour bloquer l'accès à d'autres types de contenus. En plus de son caractère très controversé et injustifié, cette partie de la législation a été adopté sans aucun type de consultation citoyenne et a laissé au parlement moins d'un mois avant de l'adopter, ce qui n'a évidemment pas permis un débat public raisonnable.

A propos des 3 anarchistes arrêtés à Varsovie

Dans la nuit du 23 mai, la police arrête trois anarchistes avec l'accusation d'une tentative d'incendie d'une voiture de la police. Les trois sont transférés en prison, où il devront rester durant les trois prochains mois, en attendant le procès. Ils risquent jusqu'à 8 ans de prison. Les médias ont beaucoup parlé de l'affaire dernièrement, en donnant la parole à la télévision à des politiciens hauts-placés et des «experts» du terrorisme. Les photos et les vidéos des personnes arrêtées qui marchent avec des chaînes aux poignets et aux chevilles ont même été retransmises dans les transports publics. Le texte ci-dessous est la traduction du communiqué envoyé par quelques groupes anarchistes et pour la justice sociale en général en Pologne, en réponse aux arrestations.

Lettre ouverte à propos de l'arrestations de trois anarchistes à Varsovie

Les médias en Pologne publient de plus en plus d'informations absurdes et de reportages à sens unique à propos de l'arrestation de trois anarchistes survenue le lundi 23 mai. Nous interprétons cela comme une tentative d'intimider et de criminaliser les mouvements pour la justice sociale en Pologne.

Pendant que nous écrivons, les autorités polonaises poussent à la soi-disant «loi contre le terrorisme» qui entrera en vigueur le 1er juin. Ce n'est pas une coïncidence si, la date approchant, les médias et les politiciens tentent désespérément de construire une réalité dans laquelle cette nouvelle loi serait absolument nécessaire.

Sans aucun doute, l'analyse minutieuse de l'opération de la police qui neutralise la soi-disant attaque incendiaire contre un de leur véhicule dans la nuit du 23 mai est à mettre en rapport avec le silence des médias sur les plus récents événements qui mettent à mal l'image de la «super-police».

Il y a quelques jours, la police de Wroclaw a assassiné Igor S., un homme désarmé. Igor a été brutalement battu à mort pendant qu'il était détenu au poste de police. Dans cette affaire il est difficile de trouver une quelconque trace de légitime indignation de la part des politiciens, des médias, de la police ou des experts en terrorisme.

Les journalistes préfèrent détourner le regard lorsqu'il s'agit de brutalité policière.

Cependant, les morts aux mains de la police sont seulement la partie émergée de l'iceberg : extorsions, passages à tabac et protection extra-législative des intéressés du pouvoir, sont le pain quotidien en Pologne. Chaque année, des 16.000 plaintes contre la police, seul 5 % est pris en considération, pendant que le restant est tout simplement ignoré. Grâce à omissions et partialités de la part des médias, la police n'a pas peur des répercussions possibles. Il est vrai d'affirmer que les gens sont officiellement découragés de porter plainte car ils savent bien que cela n'aura aucun effet. La vérité est que seules les grandes protestations et perturbations sociales sont en mesure de prévenir la violence de la police que l'on cache en silence sous le tapis... Nous devons tenir le tout en considération, car les médias ne perdront pas une opportunité de niveler le chemin de la grande expansion de l'autorité de la police et réduire encore plus le contrôle public sur les activités des corps de répression.

Aujourd'hui, la peur de cette soit-disant tentative manquée de brûler une voiture de la police, crée le consentement nécessaire pour faire passer une loi sévère qui permettra un contrôle sans limite, une base de données de tous les suspects de terrorisme, une politique du «tirer-pour-tuer», la loi martiale, des droits limités en ce qui concerne les manifestations publiques et enfin l'élaboration des profils des migrants, surtout ceux Musulmans.

Cette loi permettra la violence policière sans limite contre tous. Aujourd'hui les journalistes irresponsables se servent du consensuel associé à la «peur» afin de tenter de persuader les personnes qui ne sont pas encore



convaincues : cependant, certaines tendances politiques officielles en Pologne expriment des doutes sur la nouvelle loi contre le terrorisme.

Le mouvement anarchiste en Pologne est actif parmi les groupes d'ouvriers et de locataires, comme dans la lutte pour l'environnement, l'antiracisme et la récupération des terres. En outre il travaille sans compromis pour la justice sociale et contre l'oppression de l'économie et de l'élite politique. Le manque de contrôle public sur les forces de police a amené à l'acceptation de la brutalité sans contrôle de la part de la police, contre les personnes qui s'opposent à la violence systématique dans divers secteurs. Pour faire simple l'atmosphère de «chasse aux sorcières» qui touche tout le mouvement anarchiste sert pour construire l'acceptation de la répression et le contrôle des communautés qui luttent contre les groupes d'intérêts les plus influents dans le pays.

Aujourd'hui, entre les reconstructions des médias de cette soi-disant tentative d'incendie, le profil psychologique des présumés terroristes et les communiqués de presse, nous relevons avec grande indignation le manque total d'une réaction semblable devant la répression des personnes qui luttent pour la bonne cause.

Quand l'activiste locataire Jolanta Brzeska, qui vivait à 50 mètres d'une station de police, fut poursuivie plusieurs fois et finalement assassinée en mars 2011, nous n'avons pas pu compter sur la même indignation de l'élite politique. Il n'y eut aucun débat à la télévision, aucune opinion des «experts», aucune reconstruction détaillée depuis l'instant où elle fut kidnappée et ensuite brûlée vive, comme une sorcière. Il ne fut fait aucun profil psychologique des spéculateurs immobiliers qui l'ont poursuivie ; il n'y eut jamais aucun suspect d'homicide volontaire. Il va sans dire que, lorsque les attaques sont contre des personnes qui luttent pour la justice sociale, l'opinion publique ne prête aucune attention à eux.



Au contraire, une tempête médiatique se déchaîne sur une tentative d'incendie qui n'a jamais été réalisée. Ils parlent des anarchistes arrêtés comme s'ils étaient des terroristes. Cela sert à renforcer l'acceptation sociale de la violence physique et psychologique contre eux pendant qu'ils sont détenus. Leur état de santé et l'apparence physique témoignent cependant qu'ils ont été torturés, et avec impunité.

À nos amis et compagnons : résistons à la peur diffusée par la police et les médias. Les «bonnes» autorités, préoccupées de notre sécurité, sont une illusion. Demande-toi : à qui profite ce genre de récit dans l'histoire ? Ce genre d'histoire manipulée nous laisse-t-elle la possibilité de croire en un procès juste ? Nous ne nous laisserons pas intimider et nous n'arrêterons pas nos luttes pour la justice sociale ; quel que soit l'Etat policier dans lequel nous vivons.

Aux médias: jusqu'au temps où vous n'aurez pas le courage de condamner de nombreuses années de violence de la police, soutenue par un excès de privilèges et par l'appareil d'état, votre jugement sur les prisonniers anarchistes et votre campagne contre le mouvement anarchiste tout entier servira seulement à révéler vos profonds préjudices. Il n'y a pas -et il n'y aura jamais- aucune autorité, entreprise ou église derrière ce mouvement. Notre histoire est faite de milliers de ces luttes sociales, celles-là même dont beaucoup d'entre vous ont trop peur de parler. Notre histoire survivra à toute répression. Nous restons solidaire avec tous les détenus et nous faisons appel à tout le monde à en faire autant.

Fin des Etats fondés dans la peur et la violence de la police!

Kolektyw Syrena (Collectif Syrena)
Warszawskie Stowarzyszenie Lokatorów (Association des locataires de Varsovie)
Kolektyw Przychodnia (Collectif Przychodnia)
Ruch Sprawiedliwości Społecznej (Groupe de Justice Sociale)
Kancelaria Sprawiedliwości Społecznej (Laboratoire de Justice Sociale)
Warszawska Federacja Anarchistyczna (Fédération Anarchiste Varsovie)

Jedzenie Zamiast Bomb – sekcja Warszawa (Food Not Bombs – section de Varsovie)
Antyfaszystowska Warszawa (Antifaciste Varsovie)
ROD Kolektyw (The Radical Allotment Gardens Collective, Collectif des Jardins Urbains Radicaux)
Codziennik Feministyczny (Journal Féministe)
161 Crew
Antyfaszystowski Konin (Antifaciste Konin)
No Borders Warszawa
Stowarzyszenie Wolne Konopie (Association Free Cannabis)

Communiqué des jardinier.e.s de ROD à propos des événements du 23 mai 2016

La police est arrivée entre 4h et 4h20. Elle est entrée sur le terrain de ROD vers 4h30. Ils ont coupé la chaîne fermant la porte avec un coupe-boulon. Six officiers en civils sont entrés dans les maisons des gens. Notre ami a été réveillé par un groupe de policiers lui posant des questions sur son identité. Ils ont continué ensuite à fouiller dans la zone entière. Ils n'ont montré aucun mandat de perquisition malgré des demandes répétées et ont donné des raisons contradictoires à leur intrusion.

A un moment, ils ont prétendu avoir reçu un appel à propos d'une femme kidnappée et retenue ici contre son grès. La police ne voyait rien d'inapproprié à l'heure matinale de leur intrusion. Ils ont posé des questions sur comment on vivait ici. Ils ont prétendu être en reconnaissance, et ont passé une heure sur l'espace de ROD. Ils ont finalement quitté ROD.

Plus tard, vers 8h, deux officiers de police en uniforme sont remontés vers la porte B et ont demandé qu'elle soit ouverte. Ils ont dit que notre présence était illégale, mais n'ont donné aucune raison à leur présence. Ils sont partis après qu'on leur ait demandé un mandat judiciaire.

Vers 9h20, près de 15 officiers de police sont arrivés à ROD. Cette fois, un des jardinier.e.s les avaient laissé entrer par la porte C. Ils ont pris les identités de toutes les personnes présentes et ont posé une fois de plus des questions sur le nombre de personnes vivant là, le rythme de vie, etc. Cette fois, ils ont dit qu'ils devaient venir pour compter le nombre de personnes sans domicile.

A 3 heures, la police s'est à nouveau montrée. Cette fois, ils étaient 5, avec un grand carnet. Ils ont interrogé de manière agressive les jardinier.e.s, répétant les interrogatoires à maintes reprises, poussant à un interrogatoire irrégulier. Ils n'ont donné aucun fondement juridique, aucune information. Ils ont trainé dans le coin pendant environ une demi-heure, et sont ensuite partis. Les jardinier.e.s de ROD ne céderont pas aux pressions des autorités. Nous allons continuer nos activités malgré la répression que nous subissons. On vous invite tou.te.s à visiter ROD et prendre part à nos activités. On ne nous fera pas taire.

La terre à ceux qui veulent la travailler !

Les Jardinier.e.s de ROD

Chronologie

Nous dressons dans la suite la chronologie des faits en rapport avec l'arrestation des trois anarchistes. Nous y incluons en italique les faits donnant lieu à l'hystérie collective médiatique qui favorise l'introduction de la nouvelle loi antiterroriste.

23 mai 2016

3:30, (Selon la police), Varsovie, Pologne, quartier de Whlochy: Arrestation par la police de trois anarchistes. On les accuse de possession d'explosifs et tentative de s'en servir -pour incendier un véhicule de police.

4:20, Varsovie, ROD (pour les sigles en Polonais des jardins radicaux): six policiers en civil pénètrent dans l'enceinte des ROD,

perquisitionnent sans ordre judiciaire et interrogent les résidents tout en donnant des explications



contradictoires à leur intrusion.

8:00, Varsovie, ROD: deux agents en uniformes exigent d'entrer dans ROD. Après leur avoir demandé de montrer le mandat, ils se retirent.

9:20, Varsovie, ROD: quinze agents en uniformes entrent dans ROD (à cause d'un voisin qui aurait dit à la police qui vivait là), posent des questions et donnent des explications contradictoires à leur intrusion.

Près de 12:00, Varsovie: La police perquisitionne la maison d'un des détenus (en sa présence). Notre camarade n'avait pas de marques de coups ou de blessures visibles.

15:00, Varsovie, ROD: Cinq agents de police interrogent les résidents de ROD sans donner d'explications à leur intrusion.

Près de 15:00, Varsovie: la police perquisitionne le domicile du deuxième détenu.

15:00, Varsovie, Plac Europejski 6: le siège de Frontex, l'agence de contrôle des frontières de l'UE, est évacuée à cause d'une alerte à la bombe. Au même moment il était prévu une manifestation en l'honneur du policier tué par Maxwell Itoya en 2010. La manifestation n'aura pas lieu et l'alerte à la bombe était une fausse alerte.

Près de 17:00, Varsovie: la police retourne au domicile perquisitionné à 12:00, cette fois sans notre camarade.

24 mai 2016

Varsovie, Bureaux du Procureur: premier interrogatoire fait aux personnes arrêtées dans les bureaux du Procureur. Les camarades présentent des signes évidents de coups et blessures. L'avocat est présent, mais ne peut pas s'entretenir en privé avec ses clients.

25 mai 2016

Varsovie, Tribunal: l'accusation décide de placer les détenus en prison préventive pour trois mois.

15:00, Varsovie: conférence de presse de la police. Les premiers articles de journaux reprennent les mots d'un porte-parole de la police, qui disent que ces actions "ne sont pas, ni de près ni de loin, ce que l'on pourrait appeler des actes de terreur". Sur les photos de presse les détenus, qui ont des marques visibles de coups au niveau du visage, n'apparaissent que de dos.

18:00, Varsovie, face au poste central de police: conférence de presse et déclaration des collectifs anarchistes de Varsovie.

26 mai 2016

Varsovie: Déclaration de la Fédération Anarchiste de Varsovie.

27 mai 2016

Poznań: La Fédération Anarchiste de Poznań fait une déclaration à propos de la violence policière et de l'arrestation d'activistes du mouvement anarchiste.

Dans toute la Pologne: lettre ouverte à propos de l'arrestation de trois anarchistes à Varsovie

(<https://www.syrena.tk/>)

Olsztyn, Varsovie: Fausses alertes à la bombe dans les installations de TVP (la télévision nationale) et à Radio Olsztyn, la rédaction de "Fakt" et les journaux "Przegląd Sportowy", le siège de la Bourse et le Conseil National de la Radio et de la Télévision.

28 mai 2016

9:30, Quatre officiers de police perquisitionnent le domicile d'un membre de la Fédération Anarchiste de Cracovie, et activiste au sein de l'initiative des syndicats de travailleurs, qui avaient été à l'origine d'un événement Facebook appelé "Strzeżcie się. Mamy po 2 butelki i karton." ("Attention: nous avons deux bouteilles et un carton") en relation à l'arrestation des trois anarchistes de Varsovie. La police argumente que cela fait l'apologie du terrorisme. Malgré l'absence d'éléments, la police emmène le téléphone portable et l'ordinateur de cette personne.



30 mai 2016

Une série de fausses alertes à la bombe se produit. Entre autres:

- *Katowice: Centre Urbain de Silésie, les Douanes, le Trésor, l'Institut National pour la mémoire, le Bureau du procureur, l'office de protection du consommateur, la Direction générale des autoroutes, les bureaux de la rue Korfentengo et le siège de la TVP de Katowice*
- *Cracovie: les bureaux de la Place Szczepanski, le centre commercial de Kazimierz, de Tesco, à Kapelanka.*
- *Gdańsk: Les bureaux du procureur de Pruszcz Gdanski et une clinique proche, et les centres commerciaux "Madison" et "Cliff".*
- *Wroclaw: le TPV de l'Av/Karkonoska, l'office des impôts à Powstańców Śląskich, l'office des douanes à Herzena.*
- *Varsovie: Hôtels et bureaux, dont la OCCP et FRONTEx.*

2 juin 2016

Varsovie, ROD: Un policier entre dans ROD avec une liste des personnes fichés le 23 mai et interroge les résidents. Quand il lui est demandé les raisons et les bases légales de son intrusion il répond qu'il viendra chaque semaine pour voir "si tout est en ordre".



4 juin 2016

Varsovie: Communiqué de divers anarchistes à propos des récents événements à Varsovie. www.syrena.tk

8 juin 2016

18 :00, Wroclaw: Rassemblement contre l'État policier.

14 juin 2016

Varsovie: premier interrogatoire après le changement de procureur. A partir de ce moment, ce sont les bureaux nationaux et les bureaux contre la corruption et le crime organisé qui sont saisis de l'affaire.

18 juin 2016

Varsovie, Syrena: deux agents en civil entrent au squat Syrena et partent une fois découverts par les habitants du lieu.

20 juin 2016

Poznań: Stop à la violence policière, rassemblement face au tribunal.

2 juillet 2016

Varsovie: Rassemblement en solidarité avec les détenus devant la prison.

4 juillet 2016

Les trois détenus sont transférés à la prison de Radom. Cela signifie que leur rendre visite sera plus compliqué. Tous avaient un parloir avec leur famille cette même semaine. Les familles doivent repousser leur visite.

4:00. Biała Podlaska: La police entre dans le lieu indépendant EL4. Une fois à l'intérieur, il fouillent le lieu. Ils relèvent l'identité de 4 personnes présentes et les soumettent à de nombreuses questions. L'intervention dure près d'une heure. Nous pensons que cette intervention a un lien avec les actions politiques menées dans la nuit du 3 au 4 juillet à Biala Podlaska.

12 juillet 2016: le Bureau central de recherche (pol. Centralne Biuro Śledcze) informe à propos d'une opération anti-terroriste qui a eu lieu dans 12 villes de Pologne, 14 personnes ont été arrêtées, 3 mises en examen. Les charges présentées sont détention de substances explosives et de stupéfiants.

18 août 2016: Le tribunal décide de maintenir les 3 anarchistes en détention 3 mois supplémentaires. Tous sont en cellule individuelle et traités comme les prisonniers « les plus dangereux ».

Pour écrire aux personnes arrêtées :

C'est compliqué pour le moment, mais vous pouvez écrire un courriel à: wawa3@riseup.net, qui leur sera transmis par la suite.

Ce dont nous avons besoin en ce moment c'est de la solidarité sans faille face aux prochaines attaques contre les détenus de l'État. Nous comptons sur les actions de solidarité provenant d'autres villes. Vous pouvez aussi nous aider en envoyant de l'argent pour payer les avocats et aider financièrement les détenus.

Vous pouvez aussi **aider financièrement**, pour payer les avocats ou pour aider financièrement les détenus:

Détenteur du compte: VpKK e.V.

IBAN: DE 4085 0205 0000 0361 5700

BIC: BFSWDE33DRE

Bank für Sozialwirtschaft

Note \ Tytuł: Donation ABC Warsaw \ ACK Warszawa

Ils ne nous intimiderons pas!

Liberté pour les trois de Varsovie et tous les otages de l'État!

Il faut des actions de solidarité et du soutien!

L'aide et la solidarité internationale sont nécessaires!

Si vous voulez avoir plus d'informations ou faire un don, allez à:

<https://wawa3.noblogs.org/> y <https://resiste.squat.net/>